

## Montpellier : dénoncé par un voisin, la police lui demande de retirer une banderole contestataire

Date : 25-04-2020



Un Montpelliérain a récemment reçu la visite de la police municipale, juridiquement aux ordres du maire Philippe Saurel, pour avoir accroché à son balcon une banderole proclamant : « *Nous sommes gouvernés par des criminels* ». C'est ce message, apparemment hautement scandaleux, qui a valu à ce jeune homme de recevoir la visite de deux policiers, après dénonciation d'une personne du voisinage.

Cette intervention se passe dans un contexte de répression accrue des manifestations symboliques que sont ces affichages de slogans, l'un des derniers bastions du militantisme en temps de confinement. À [Toulouse](#), [Paris](#), [Marseille et Caen](#), des habitants ont également été inquiétés par les autorités pour avoir osé afficher publiquement leurs opinions.

Rendus un peu perplexes (voire carrément consternés) par ce que leur hiérarchie leur faisait faire, les policiers n'ont pas su dire au jeune homme quelle loi il enfreignait ni quels risques concrets il encourait. Les policiers lui ont demandé de retirer la banderole, ce qu'il a fait, et lui ont fait savoir qu'il serait probablement convoqué ultérieurement au commissariat. Dans d'autres cas similaires, les autorités ont utilisé les lois sur l'affichage public pour justifier leur chasse aux slogans.